

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

# Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 102 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2745 - Prix : 1€

**Crise Covid : les milliards pleuvent pour les capitalistes**

Page 4

**Air Austral : des millions d'aide et des licenciements à la clé !**

Page 6

**Quartier Victoria Saint-André : entretien des immeubles facturé aux locataires**

Page 7

**Régionales : nos perspectives et les leurs**

Page 8

**Les chauffeurs de bus en colère**

Page 9

**Madagascar**

**Selon que vous soyez pauvre ou puissant...!**

Page 12

## Pénurie de vaccins

## Réquisitionner l'industrie

## pharmaceutique !



commons.wikimedia.org

Pixabay

## Contre la pénurie de vaccins, il faut réquisitionner les laboratoires

L'épidémie progresse à nouveau et inquiète par sa virulence. Certaines régions font face à une troisième vague et le scénario catastrophe se rejoue avec des services de réanimation saturés, des déprogrammations d'opérations et des transports de malades d'une région à une autre.

Tout se passe comme si, en une année, le gouvernement n'avait rien appris. Qu'il n'y ait pas de lits en nombre suffisant dans les réanimations pour accueillir cette troisième vague est scandaleux. Sur une région aussi peuplée que l'Ile-de-France – 12 millions d'habitants -, le gouvernement n'a même pas créé, en plus des hôpitaux, une grande structure dédiée à la Covid, susceptible d'absorber d'éventuels pics de malades !

L'autre scandale est la vaccination. Il y a un an, le monde entier était confronté à l'inconnu. Il n'y avait ni traitement ni vaccin. Puis les scientifiques ont travaillé d'arrache-pied. Avec la technologie de l'ARN messenger, on dispose même de vaccins qui font l'unanimité des scientifiques par leur efficacité, leur adaptabilité aux variants et la rareté des effets secondaires. Tous les pays demandent et attendent avec impatience ces vaccins libérateurs, mais l'intendance ne suit pas.

Avant les vérifications qui conduisent plusieurs pays, dont la France, à suspendre la vaccination avec l'AstraZeneca, ce laboratoire faisait les grands titres pour ses retards de livraison. Celui-ci s'était en effet engagé à livrer à l'Union européenne 120 millions de doses au premier trimestre 2021. Au mieux, il n'en livrera que 30 millions, quatre fois moins !

Les labos qui monopolisent les brevets sont incapables de tenir le rythme de production prévu. Ils n'ont pas construit les lignes de production nécessaires ni embauché les travailleurs pour les faire fonctionner. Quand Sanofi - 12,3 milliards de bénéfices en 2020 - se prépare à mettre en flacons le vaccin Johnson & Johnson, c'est en supprimant des postes et en augmentant la productivité.

Les trusts pharmaceutiques ne se comportent pas autrement que des margoulines : avec leurs vaccins, ils ont vendu beaucoup de vent. Comment réagissent les dirigeants européens qui se sont fait flouer ? En pleurnichant ! « Ils se moquent de nous », « ils nous font la misère », ont regretté certains, mais ils n'ont aucune intention de les contraindre à quoi que ce soit.

Tous les gouvernements ont imposé des contraintes drastiques à leur population. En France, on a, un temps, fermé les Ehpad aux visites, et interdit à des malades en fin de vie de voir leurs proches. Mais aucun dirigeant n'est prêt à demander des comptes aux grands trusts et à les contraindre soit à faire les investissements nécessaires, soit à céder leurs brevets pour que d'autres produisent des vaccins.

En temps de guerre, il est arrivé aux États de réquisitionner et de prendre le contrôle de certaines industries pour les mettre au service de l'effort de guerre. Si ces réquisitions ont dépossédé temporairement les propriétaires bourgeois, elles se sont toujours accompagnées d'indemnités et de dédommagements conséquents. Eh bien, aujourd'hui, dans la guerre contre la pandémie, ce minimum-là n'est même pas imaginé !

Les trusts se cachent derrière le secret commercial et industriel pour échapper à tout contrôle. Les chefs d'État ne savent même pas combien de vaccins leur seront livrés, ni à quelle date, et ils l'acceptent car il s'agit du fonctionnement normal du capitalisme qu'ils défendent ardemment.

Le grand capital fait ce qu'il veut comme il veut dans les autres domaines aussi. Si les logements abordables pour un salaire d'ouvrier manquent, c'est que cela n'intéresse pas les promoteurs. Si les investissements, la recherche et l'innovation ne décollent pas, malgré tout l'argent que l'État met sur la table, c'est que les grands groupes sont plus intéressés à spéculer pour faire fructifier leurs capitaux dans la finance.

Pour lutter efficacement contre la pandémie et fabriquer les vaccins en masse, et cela au niveau mondial, il faudrait s'appuyer sur tous les centres de production existants et sur la planification. Les droits de propriété et la soif de profits d'une poignée de parasites richissimes s'opposent à ce qui devrait être un effort de production collectif. C'est un gâchis sans nom et c'est criminel car cette pénurie sera payée par des dizaines de milliers de nouveaux morts à l'échelle du monde.

Les bourgeois et leurs serviteurs politiques ont intérêt à ce que ce système perdure, mais pas les travailleurs. Contre l'impuissance du gouvernement, affirmons la nécessité de réquisitionner les laboratoires et de les faire fonctionner sous le contrôle des travailleurs !

## Vaccins : écran de fumée gouvernemental

L'épidémie de Covid-19 continue de progresser, ainsi que les mesures de restriction frappant la population. En Île-de-France, pour libérer des lits de réanimation supplémentaires, l'Agence régionale de santé a donné l'ordre lundi 8 mars de déprogrammer 40 % des opérations prévues.

Au fil des conférences de presse, le gouvernement cherche surtout à dissimuler son impuissance. Pour ce qui est de la vaccination, qui permettrait de faire reculer l'épidémie, le bilan est accablant. Péniblement parvenu en deux mois à faire administrer une dose à 3,5 millions de personnes, le gouvernement assure pourtant qu'on atteindra 10 millions de vaccinés mi-avril. Pour y parvenir,

il met en avant l'autorisation donnée aux pharmaciens, aux sages-femmes, et même aux pompiers de vacciner. Mais c'est l'arrivée des doses de vaccins qui impose son rythme, et cela n'est pas près de changer : l'Ordre des pharmaciens a averti dimanche 6 mars qu'il ne faudrait pas s'attendre à plus d'un ou deux flacons par pharmacie et par semaine... et l'État annonçait le lendemain que les généralistes ne pourraient pas être livrés entre le 8 et le 15 mars. Dans les Ehpad, le gouvernement vient d'arrêter les livraisons de vaccins.

Cela n'empêche pas le gouvernement d'orchestrer une campagne médiatique contre les soignants, accusés de refuser la vaccination et d'entraver ainsi la lutte contre l'épidémie. Il faut

tout de même une bonne dose de mépris pour oser tenir un tel discours ! Ce sont ces soignants, à qui le gouvernement fait des leçons de morale, qui prennent le plus de risques pour combattre l'épidémie. C'est grâce à leur dévouement et à leur ingéniosité que le système de santé ne s'est pas écroulé malgré la pénurie de moyens matériels et humains. Bien sûr, il est souhaitable que, dans l'intérêt de tous, les soignants soient vaccinés. Mais s'ils ne l'ont pas tous été jusqu'à présent et si certains sont encore réticents à le faire, c'est le gouvernement qui en est le premier responsable par sa politique.

Au 8 mars, l'Union européenne avait reçu 57 millions de doses de vaccin, les États-Unis 110 millions et le Royaume-Uni 7,5 millions.

La population de l'ensemble de ces pays totalise près de 800 millions d'habitants. Comme il faut deux doses pour vacciner une personne, cela signifie que les grands trusts pharmaceutiques n'ont livré de quoi vacciner qu'un peu plus d'une personne sur dix. Et il s'agit là des pays les plus riches de la planète.

Sans parler des centaines de millions de doses préachetées, des dizaines de milliards d'euros et de dollars ont été données aux grands groupes pharmaceutiques au prétexte de les aider à produire leurs vaccins. L'Union européenne a versé pour cela au moins 2,9 milliards d'euros et les États-Unis 14 milliards de dollars. Et cet argent a été manifestement utilisé à d'autres fins.

Dans le monde de la finance, l'effervescence autour des vaccins et des traitements contre le coronavirus a en effet entraîné une frénésie de

## Une pénurie entretenue

spéculation. 2020 a été une année record : 134 milliards de dollars ont été injectés dans le secteur des biotechnologies au niveau des Bourses mondiale. Et les deux premiers mois de l'année 2021 sont déjà des mois historiques d'après les spécialistes. C'est à cela qu'a été consacrée la majorité des capitaux de l'industrie pharmaceutique, dont seule une très faible partie a réellement été utilisée

pour construire de nouvelles lignes de production de vaccins et recruter et former des travailleurs pour les faire fonctionner.

Les vaccins continueront donc à arriver au compte-gouttes, la pénurie n'est pas près de se terminer et la pandémie de s'arrêter. Mais les trusts pharmaceutiques et les spéculateurs se préparent une nouvelle année exceptionnelle...

### PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DU CHAUDRON  
DIMANCHE 21 MARS de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ  
VENDREDI 26 MARS de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT  
SAMEDI 27 MARS de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE  
SAMEDI 3 AVRIL de 8H30 à 10H00**

## Ségur de la santé : l'acte II aussi creux que l'acte I

La présentation de l'acte II du Ségur de la santé a été l'occasion d'une mise en scène d'autant plus démonstrative que les annonces concrètes étaient bien maigres. Ainsi sur l'enveloppe annoncée de 19 milliards d'euros, 13 milliards avaient déjà été promis par le précédent chef de gouvernement, Édouard Philippe, dès 2019 et en partie mis en œuvre après le Ségur de la santé de juillet dernier. Quant aux six autres milliards, il faut comprendre qu'il s'agit du « soutien supplémentaire en investissement » déjà annoncé par Castex en juillet, ligne budgétaire à laquelle l'Union européenne participerait par ses subsides.

Sur ces sommes, un tiers serait consacré à la reprise de la dette hospitalière, deux milliards à poursuivre l'informatisation, 1,5 à moderniser les Ehpad, et le reste, neuf milliards, serait à la disposition des Agences régionales de santé pour construire de nouveaux hôpitaux ou en moderniser d'autres.

Pour les employés de la santé, aussi bien en matière d'augmentations de salaires que d'embauches, on est loin du compte. Pour parler



concrètement, depuis plus d'un an la pandémie fait rage, met à mal le système de santé et épuise les soignants, le personnel du ménage, les travailleurs des structures hospitalières ou des Ehpad, les auxiliaires de vie et nombre d'infirmières et médecins de ville ; mais les embauches indispensables, elles, sont toujours au point mort. Des salles sont fermées faute de personnel, les heures supplé-

mentaires s'accumulent, sans être payées, et l'hôpital est tellement « en tension » que, ça ou là, des malades risquent le report ou la déprogrammation d'une opération.

Alors quand Castex se proclame « dans le prolongement des héritiers de 1945 », c'est peut-être, involontairement, en référence au champ de ruines laissé par la guerre...

## Crise Covid : les milliards pleuvent pour les capitalistes

Début mars, la CCIR a réalisé une enquête auprès de plus de 500 entreprises afin d'évaluer les impacts du couvre-feu sur leurs chiffres d'affaires.

Les patrons interrogés ont déclaré entre 30 % et 50 % de baisse, soit 30 millions d'euros de pertes estimées.

Le président de la CCIR, Ibrahim Patel, pousse des cris d'alarme et réclame de nouvelles aides de l'État.

Rappelons que les entreprises du secteur de l'hôtellerie, de la restauration, du tourisme, de l'événementiel, du sport et de la culture et depuis le premier février, les entreprises du secteur du commerce de détail et de la réparation/maintenance navale, subissant une perte de CA supérieure à 50% bénéficient déjà du fonds de solidarité « renforcé ».

Les patrons sont indemnisés jusqu'à 10 000 euros par mois dans la limite de 80% de leurs chiffres d'affaires ou de 15 à 20% du CA jusqu'à 200 000 € par mois, sans condition sur la taille de l'entreprise.

Les entreprises d'autres secteurs subissant une perte de chiffres d'affaires supérieure à 50 % peuvent bénéficier du fonds de solidarité « de droit commun » jusqu'à 1500 € par mois à condition d'avoir moins de 50 salariés.

Au total, ce sont 5 milliards d'euros d'aides qui ont été allouées aux entreprises ultramarines depuis le début de la crise, dont près de 500 millions pour les secteurs de l'hébergement et de la restauration.

Malgré tous ces cadeaux, bon nombre d'entreprises n'hésitent pas à

licencier ou à mettre les travailleurs par milliers en chômage partiel...supporté financièrement par l'État !

Mais les travailleurs qui ont perdu leur emploi ne touchent, eux, aucune aide exceptionnelle. Il n'est pas question d'allocations chômage « renforcé » !

Quant aux pertes de salaires des travailleurs mis en chômage partiel, il n'y a aucune compensation du gouvernement, encore moins des patrons.

Tous les milliards vont directement dans la poche du patronat sans aucun contrôle ni de contreparties.

Assez de cadeaux aux capitalistes !

## Ça roule pour les patrons, pas pour les travailleurs !

Depuis le 5 mars, le préfet de La Réunion a mis l'île sous couvre-feu de 18h00 à 5 heures du matin.

Suite à cette décision, les patrons ont aussitôt déclaré qu'ils n'allaient pas payer. Entendez, payer les salariés à ne rien faire pour les éventuelles deux ou trois heures perdues.

Une fois faite leur comédie, il n'a pas fallu longtemps aux patrons pour s'adapter aux nouvelles contraintes.

En effet, beaucoup d'entreprises ont avancé les horaires de prise de travail d'une heure ou deux afin de libérer les salariés plus tôt.

Une des conséquences de ces aménagements d'horaires est des embouteillages monstres le matin et surtout au sortir du boulot.

Les travailleurs, après leur journée de labeur, doivent encore passer des heures sur la route dans les files

de voiture avec la fatigue et le stress qui vont avec.

Non seulement ces heures ne sont pas payées, mais ce sont des dépenses en carburant en plus pour les travailleurs.

Quand on dit que les classes populaires payent la crise sanitaire et la crise du système capitaliste, ce n'est pas peu dire !

### Égalité hommes-femmes : mettre le capitalisme à l'index

Alors que les manifestations du 8 mars ont remis la question à l'ordre du jour, le gouvernement tient à dire qu'il lutte contre les inégalités salariales entre les travailleuses et les travailleurs. Mais c'est sans vouloir jamais toucher au droit des patrons de les exploiter et de les mettre en concurrence pour les diviser et baisser les salaires.

Autant dire que le gouvernement laisse le patronat poursuivre et même aggraver ces inégalités inhérentes au système capitaliste lui-même, d'autant plus en temps de crise. Mais il ne manque pas de communiquer autour de cette question des inégalités. Il a ainsi multiplié les proclamations et les numéros verts dans différents domaines. Pour toutes les entreprises de plus de 50 salariés, il a même inventé un « index de l'égalité profes-

sionnelle entre les hommes et les femmes », calculé par les entreprises elles-mêmes. Selon le vieil adage « on n'est jamais mieux servi que par soi-même ».

Ainsi, dans le bilan présenté le 1er mars, Sodexho hygiène et propreté, une entreprise de nettoyage, s'est attribué la note de 99 sur 100. Quand on connaît les conditions de travail infernales et les salaires très faibles imposés à tous les travailleurs dans ce genre d'entreprises, en particulier aux femmes, on comprend à quel point cet index ne sert en fait qu'à camoufler la réalité.

De toute façon, pour les patrons assez mauvais pour s'être attribué une note en dessous du minimum requis fixé à 75, les sanctions sont ridicules. Ils ont trois ans pour atteindre cette note. Si jamais ils n'y

arrivaient toujours pas – alors qu'ils n'ont aucune obligation de rendre compte des calculs faits pour se noter ! – ils devraient alors verser une amende. Il n'y a guère de quoi faire trembler leurs conseils d'administration !

Chaque jour qui passe démontre que la lutte contre l'oppression des femmes est intimement liée à la lutte de toute la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste. Dans le cadre de ce système, les femmes subissent les salaires les plus bas et leur lot particulier de discriminations. Mais en tant que partie de la classe ouvrière parmi les plus exploitées, elles sont aussi de celles dont la révolte sera à la base de la lutte contre l'ordre social.

### Profits du CAC 40 : les actionnaires choyés

Jeudi 4 mars, 37 entreprises du CAC 40 ont publié leurs résultats de 2020. Après avoir frôlé les 100 milliards d'euros en 2017 et 2018, leurs bénéfices sont tombés à 39 milliards en 2020.

Même quand leurs résultats sont en baisse, la plupart des entreprises du CAC 40 sont cependant restées bénéficiaires.

Dans le secteur du luxe, LVMH a empoché près de 5 milliards d'euros, Kering plus de 2 milliards, Hermès 1,4 milliard. Les banques ne sont pas en reste : 7 milliards d'euros pour BNP Paribas et 2,7 milliards pour le Crédit agricole.

Les rares qui annoncent des résultats négatifs (Renault, Total, Engie, Airbus, Société générale) ont les reins solides : pour rappel, Total a fait 11,2 milliards d'euros de profits en 2019. Et plusieurs, comme Téléperformance ou SFR, affichent des bénéfices en hausse, parfois spectaculaires comme ceux de Sanofi (12 milliards d'euros, soit + 340 %).

Baisse des profits ou non, les dividendes versés aux actionnaires sont en hausse. Trente-trois entreprises (contre 24 en 2020) annoncent qu'elles en verseront en 2021. Parmi elles, on trouve L'Oréal, Air Liquide, Michelin, Schneider, Sanofi, Da-

none, mais aussi des entreprises au résultat négatif, comme Total. D'après les experts, le taux de distribution des dividendes, qui représente généralement 50 % des bénéfices, frôlera les 60 % en 2021.

Permettre à la classe capitaliste de continuer à s'enrichir, même quand l'activité baisse : voilà à quoi servent les plans de licenciements et tous les sacrifices imposés aux travailleurs au nom de la crise économique et sanitaire. Seul un coup de colère du monde du travail mettra un coup d'arrêt à cette spirale de l'enrichissement d'une minorité au détriment de l'immense majorité.

## Air Austral : des millions d'aide et des licenciements à la clé !

Un nouveau soutien financier de 30 millions d'euros vient d'être voté en faveur d'Air Austral lors de la dernière séance plénière du Conseil régional. Ce vote a recueilli l'unanimité des élus. La compagnie aérienne locale a bénéficié de la même somme de la part de l'État. En mai 2020, Air Austral avait déjà bénéficié d'un prêt garanti par l'État (PGE) de 56 millions d'euros et d'un prêt de son actionnaire principal, la Somatra (émanation du Conseil régional) de 30 millions d'euros.

Ainsi en moins d'un an, ce ne sont pas moins de 186 millions d'euros d'argent public qui ont été accordés à cette entreprise privée.

Des millions qui n'auront cependant pas servi à protéger l'emploi et les salaires du personnel de cette compagnie puisque leur direction a réussi à leur imposer le départ de 9% d'entre eux, au travers d'un « accord de rupture conventionnelle collective », la mise en place du chômage



Didier Robert président de la Région et Joseph Malé PDG d'Air Austral

partiel avec la baisse de salaire afférente pour le personnel restant et, avec un « accord de performance » signé dans le courant du second semestre 2020, la suppression de la prime de 13ème mois !

En résumé des dizaines de millions qui auront servi à maintenir Air Austral en vie, à préserver les intérêts de ses actionnaires, mais pas ceux de ses salariés.

### Et un petit « coup de pouce » pour Air Austral !

L'État a pris la décision de transférer en avion vers la métropole 4 patients en réanimation atteints du Covid. Pour cette opération, ressemblant plus à un coup de communication qu'à une réelle stratégie sanitaire, c'est la compagnie Air Austral qui a été choisie. Le coût de l'opération n'a pas été révélé par le préfet ce qui a porté la presse à faire une estimation de 300 à 400 000 euros.

## Climat : zéro pointé à Macron

Pour sauver le climat,  
FAITES LE TRI



Alors que l'Assemblée nationale commence à examiner des milliers d'amendements sur la loi Climat, le gouvernement braque les projecteurs sur une éventuelle modification de la Constitution qui pourrait donner lieu à référendum.

Inscrire la préservation du climat dans la Constitution aura évidemment encore moins d'effet sur les hausses de température que n'en ont, dans une économie dominée par les capitalistes, la reconnaissance du droit de chacun à un emploi et à un logement sur le chômage de masse et le nombre des mal-logés.

Après l'organisation d'une convention citoyenne sur le climat, Macron avait déclaré que ses propositions seraient traduites « sans filtre » en lois et décrets. Ce n'est le cas que pour un dixième des 150 propositions de cette convention. Les autres ont été édulcorées pour ne créer aucune contrainte pour les grandes entreprises. Les 150 citoyens ont protesté, lors de leur dernière réunion fin février, donnant au gouvernement la note de 3,3 sur 10 en matière de lutte contre le changement climatique.

Quant au climat, un rapport de l'ONG Oxfam a estimé que « les entreprises du CAC 40 nous emmènent vers un monde à +3,5°C ». Quatre d'entre elles, Total, BNP Paribas, le Crédit agricole et la Société générale, auraient même, par leur taille internationale, chacune « une empreinte carbone supérieure à celle de la France » !

Tant que de tels mastodontes industriels, financiers, commerciaux, resteront la propriété privée de riches actionnaires ne raisonnant qu'en fonction de leurs intérêts financiers, les discours gouvernementaux sur la préservation de l'environnement resteront une sinistre farce.

## Essais nucléaires : quand l'armée française irradiait les Polynésiens

Une enquête vient de mettre en évidence les dégâts de vingt ans d'essais nucléaires en Polynésie et le mépris, constant, de l'État français pour les populations colonisées.

Entre 1966 et 1996, l'armée française effectua en Polynésie 193 essais nucléaires dont 46 dans l'atmosphère. Chacune de ces explosions produisit des nuages radioactifs balayés au gré des vents, exposant directement et en toute connaissance de cause les populations jusqu'à plusieurs centaines de kilomètres du lieu des tirs.

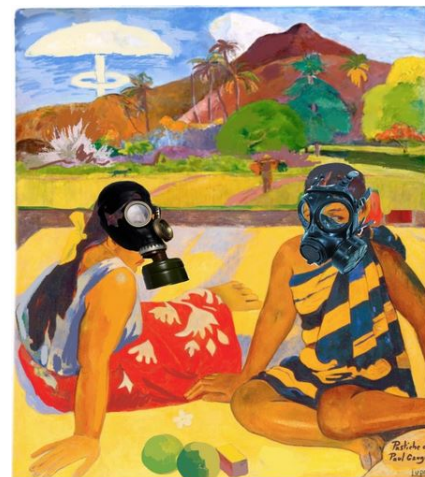
Il fut récemment évalué que lors du premier essai, le 2 juillet 1966, le niveau de radiation sur l'archipel des Gambier, à 500 km de Mururoa, fut mille fois supérieur à celui relevé en France après le passage du nuage de Tchernobyl. Sur certaines îles de cet archipel, sur lesquelles la plupart des nuages radioactifs passèrent les années suivantes, les militaires étaient protégés dans des blockhaus en béton armé avec des murs de 60 centimètres d'épaisseur, tandis que les ha-

bitants n'eurent souvent pour seul abri, et pas avant 1967, qu'un simple hangar.

L'enquête de Disclose révèle aussi qu'en juillet 1974, un autre essai, baptisé Centaure, échoua. Le champignon nucléaire ne monta pas assez haut et se trouva poussé par les vents vers Tahiti, exposant aux radiations, puis au aérosols contaminés, 110 000 personnes, la quasi-totalité de la population. Alors que l'armée connaissait pertinemment le risque pour les populations locales, elle décida de ne rien faire, ne prévenant pas la population de se mettre à l'abri ni de s'abstenir de consommer l'eau de pluie et le lait.

Les conséquences dramatiques de ces essais ont toujours été niées par l'État français. Les faits sont pourtant là. Dans les années 1980, les hôpitaux reçurent en provenance de Polynésie un nombre anormalement élevé d'enfants porteurs de tumeurs cérébrales. Aujourd'hui, on peut parler chez les Polynésiens de clusters de

cancer, des familles entières étant frappées par la maladie. L'État, poussant jusqu'au bout son mépris de grande puissance, freine toute reconnaissance. Ainsi, alors qu'en vingt ans des dizaines de milliers de personnes ont été irradiées par les tirs de l'armée française, seulement 63 d'entre elles ont touché des indemnités.



## Quartier Victoria Saint-André : entretien des immeubles facturé aux locataires



Parmi ses projets de rénovation de la ville, la nouvelle équipe municipale de Saint-André a an-

noncé sa décision de rénover les HLM du quartier Victoria (centre ville) : nettoyage des façades des

immeubles, des parties communes, transformation de la rue principale en voie piétonne, créations d'espaces verts et de plateformes sportives, fermeture des accès avec pose de boîtiers codés, etc.

Vingt ans après la construction et d'entretien minimum de ces immeubles, cette opération n'est pas du luxe.

Mais il y a une ombre au tableau. Cette opération aura un coût supporté par les locataires. Leurs loyers augmenteront de 9 % ! Comme si les loyers encaissés depuis toutes ces années n'étaient pas suffisants pour financer ces travaux !

## Régionales : nos perspectives et les leurs

La prochaine élection au Conseil régional aura finalement lieu en juin prochain. Depuis des mois plusieurs aspirants à la présidence de cette collectivité se sont manifestés : Huguette Bello, maire de Saint-Paul, dirigeante de l'Union des Femmes Réunionnaises et du parti Pour La Réunion (scission du PCR), Olivier Hoarau, maire du Port, député, ex-dirigeant du PLR, démissionnaire récent de ce parti, Patrick Lebreton, maire de Saint-Joseph, député, ex-dirigeant socialiste, Ericka Bareigts, maire de Saint-Denis, PS, ancienne ministre de l'Outre-Mer de Hollande et bien sûr l'actuel président de droite, Didier Robert qui veut remplir !

Dans cette perspective les recherches d'alliance entre partis vont bon train. Ainsi Huguette Bello a-t-elle reçu le soutien du groupe LFI local et d'un certain nombre d'associations locales. 151 personnalités ont rendu public un appel à voter pour sa liste dont quelques syndicalistes, une

douzaine de patrons, deux députés, un ancien préfet et un ouvrier !

Ericka Bareigts a elle le soutien de la politicienne de droite et ancienne présidente du Conseil général, Nassimah Dindar, mais aussi du PCR qui a déclaré pour justifier son ralliement à Bareigts : « *L'expérience partenariale avec Ericka Bareigts est très positive et respectueuse des engagements réciproques* » et il fait l'impasse sur son appartenance à un gouvernement qui a démolé les droits des travailleurs dans le cadre de la Loi Travail.

Didier Robert, lui, dispose du soutien sans condition du patronat réunionnais et des grands groupes capitalistes qu'il arrose copieusement de fonds publics au travers des grands marchés tels que la nouvelle Route du Littoral. Il escompte certainement avoir un retour d'ascenseur aussi d'une partie des maires auxquels il ouvre en grand depuis quelques mois les caisses de la Région dans le cadre du plan de relance

économique.

Tous et toutes se présentent comme des candidats respectueux des intérêts des patrons. C'est au-delà de leurs multiples étiquettes ce qui fait qu'ils envisagent sans complexe de s'allier et de gouverner avec leurs adversaires d'hier.

Quant aux travailleurs, aux chômeurs, à ceux qui galèrent dans des problèmes quotidiens sans fin, s'ils veulent faire entendre leur voix et leurs exigences de changement dans cette élection, ils ne pourront le faire clairement qu'en votant pour la liste Lutte ouvrière, menée par notre camarade Jean Yves Payet, qui sera composée uniquement de travailleuses et de travailleurs et qui défendra un programme de lutte contre les prétentions du patronat à nous exploiter toujours plus et à nous faire payer la crise de son système, et aussi contre la politique anti-sociale du gouvernement.

## Migrants : le scandale des refoulements



Des interviews, des rapports de gardes-côtes turcs recensent des cas de refoulements par Frontex de migrants en mer par centaines : les ONG estiment à 10 000 ces expulsions illégales en 2020. De nombreux journaux ont rapporté les récits de migrants dont l'embarcation, attachée à un bateau garde-côtes, a été relâchée sans moteur et poussée vers les eaux turques alors qu'elle était déjà

entrée dans les eaux territoriales grecques.

D'autres migrants, déjà débarqués, ont été réexpédiés vers la Turquie, au mépris de leurs droits à déposer une demande d'asile.

Le gouvernement grec de Mitsotakis qui, dès son arrivée au pouvoir, a fait adopter une loi durcissant l'obtention de l'asile, soutient qu'il ne fait qu'exercer une surveillance plus

active aux frontières maritimes ou terrestres. Il dénonce une collusion des ONG avec le gouvernement turc, leur complicité avec les passeurs, leur manipulation de l'information.

Il n'est pas le seul à employer tous les moyens pour se débarrasser des réfugiés. En Italie aussi les ONG ont vu leurs bateaux arraisonnés, leurs militants accusés de faire le jeu des passeurs, et de nombreux migrants ont été refoulés.

Mais, derrière les pays en première ligne, on trouve les gouvernements européens les plus riches, qui utilisent les pays du sud comme garde-chiourmes et payent le gouvernement réactionnaire d'Erdogan pour parquer les migrants. Ce sont eux les commanditaires qui payent et contrôlent Frontex, dont l'action consiste au mieux à détourner le regard devant les exactions des polices locales, au pire à donner un coup de main à la chasse antimigrants.



## LA POSTE

### La Poste condamnée pour harcèlement au travail

La Poste s'est fait débouter récemment d'un procès qu'elle avait intenté pour « diffamation » contre le responsable fédéral CGTR de l'entreprise à La Réunion. La justice l'a aussi déboutée de sa demande d'annulation d'une expertise pour risque grave au sein de son service des Ressources Humaines alors qu'elle était au courant d'importants dysfonctionnements en interne depuis trois ans. (Clicanoo du 16 mars 2021).

Plusieurs salariés de ce service témoignent de la situation insupportable

table dans laquelle leur hiérarchie les obligeait à travailler : “ Il y a eu des pleurs, des cris. Le climat est malsain et les conditions de travail sont dégradées. Ce qui génère du stress et de l'angoisse.” L'un d'eux parle “d'humiliation” de la part de sa hiérarchie et raconte un épisode qui s'est déroulé en 2019. Une crise d'angoisse où la personne s'était enfermée dans les toilettes du service RH. “ On demande de l'aide ”.

La direction a voulu étouffer l'affaire en refusant l'expertise demandée par les représentants du personnel en

CHS. La justice l'a condamnée à réaliser l'expertise demandée par les syndicats et à leur payer 2500 euros.

Elle a aussi été condamnée à payer à deux agents, qu'elle avait sanctionnés pour fait de grève en 2014, 13 000 euros au titre du préjudice subi.

La direction de la Poste rêvait de mettre les agents au pas. Elle en est pour ses frais ! C'est tant mieux et c'est encourageant pour tous les travailleurs qui ne veulent pas subir sans réagir.

## LES TRANSPORTS

### Les chauffeurs de bus en colère

Les chauffeurs de bus des régies Citalis et Cars Ouest ont manifesté pour que soient respectées les distanciations dans les bus. En effet, si les pouvoirs publics font la chasse aux regroupements de plus de 6 personnes sur les lieux de pique-nique, ils ferment allègrement les yeux sur les conditions dans lesquelles s'entassent les travailleurs pour se rendre au travail dans les transports en commun.

Peu leur importe aussi qu'il incombe aux chauffeurs de faire la police dans les bus pour veiller à ce que les usagers paient bien leurs titres de transports et respectent bien le port du masque.

L'aggravation des conditions de travail des chauffeurs et des conditions de transport des usagers découle en fait de la politique d'économies imposée par les patrons des compagnies de transports collectifs et au déficit même de moyens de transports collectifs entretenu par les responsables des collectivités territoriales et de l'État.

Le projet de tram-train a été enterré par l'actuel président de la Ré-



gion en 2010 et le nombre de bus mis en service sur les routes est notablement insuffisant pour transporter les voyageurs, en particulier les salariés. Nombre de travailleurs doivent se résigner à s'endetter pendant de longues années pour l'achat d'une voiture personnelle ou se retrouvent condamnés à s'entasser dans des bus surchargés et dont les horaires ne sont absolument pas adaptés à leurs heures de déplacements.

Le choix du tout voiture est un

choix politique et social qui bénéficie aux capitalistes des concessions automobiles et pétrolières, aux banques de prêts, aux compagnies d'assurance, à l'État et aux collectivités territoriales, mais pas aux travailleurs.

La mise en chantier immédiate d'un réseau public de transports en commun gratuit et adapté devrait faire partie du programme de revendications vitales de la classe ouvrière à La Réunion.

### Soutien public aux licenciés

Alors qu'elle vient de bénéficier d'une nouvelle aide de 1,5 millions de la Région, la direction du journal Le Quotidien vient d'annoncer 25 licenciements dans son équipe de rédaction.

Dans le même temps, elle lance des annonces d'embauches de webmasters et autres chefs de pôle web en CDI.

Au final, l'argent public sert aux capitalistes de la presse à se débarrasser à moindre coût d'une partie de leurs salariés tout en réinvestissant dans des activités nouvelles plus rentables.

Vilain tour de passe-passe !

### Iman...que du personnel et du matériel !

Suite au passage de la tempête Iman au large de La Réunion, 33 000 usagers se sont retrouvés sans courant suite aux déclenchements provoqués par des défauts sur les lignes hautes tensions alimentant des quartiers entiers. Ils ont été rétablis rapidement.

Par contre dans le quartier de Bellevue situé dans les Hauts de Bras Panon, plusieurs milliers d'habitants ont été privés de courant plusieurs jours d'affilée. Ce désagrément a été provoqué par la casse d'un support qui a entraîné les câbles électriques dans sa chute.

Les supports électriques sont normalement prévus pour supporter des vents dépassant les 200 kilomètres heures. Or les vents générés par Iman ont atteint au maximum 90

kilomètres heures.

Il semble donc bien que l'effondrement de ce poteau électrique a pour origine un manque d'entretien et de vérification de sa solidité, obligation qui s'impose à EDF. Mais pour des raisons d'économies financières la direction de l'entreprise repousse toujours à plus tard ces travaux de surveillance et d'entretien.

Les économies, EDF ne les fait pas seulement dans l'entretien de son réseau, mais aussi parmi son personnel. Elle ne dispose plus depuis des années d'équipes d'intervention technique pour réparer son réseau et doit faire appel pour cela aux entreprises privées, ce qui augmente d'autant plus les délais de réparation.

## DANS LE MONDE

### SÉNÉGAL

#### La population dans la rue

Les jeunes et la population des grandes villes sénégalaises sont descendus dans la rue pendant trois jours, les 3, 4 et 5 mars, pour réclamer la libération de l'opposant Ousmane Sonko. Ils ont affronté les forces de répression qui ont fait au moins cinq morts avant qu'il ne soit finalement libéré lundi 8 mars pour être placé sous contrôle judiciaire.

Ousmane Sonko, très populaire, en particulier dans la jeunesse, s'est fait connaître dès 2016 par son combat contre la corruption. Il a été accusé par le pouvoir du viol d'une employée d'un salon de beauté. Et c'est son incarcération qui a déclenché la colère de la population. Ses partisans dénoncent une manœuvre destinée à l'empêcher de se présenter aux prochaines élections présiden-

tielles en 2024. L'utilisation de la justice pour arriver à ses fins politiques est tout à fait dans les habitudes du pouvoir sénégalais et de son chef, Macky Sall, qui pourrait vouloir se présenter à un troisième mandat. Mais, au-delà des manœuvres du président, l'arrestation d'Ousmane Sonko est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase tant la population sénégalaise est exaspérée par la situation.

La misère ne cesse d'augmenter. La police harcèle ceux qui tentent de survivre en faisant du petit commerce dans la rue et confisque leurs marchandises. Le couvre-feu lié au coronavirus représente une restriction supplémentaire empêchant de pratiquer les multiples activités qui permettent de gagner sa vie quand on

n'a pas d'emploi régulier. Les prix ne cessent d'augmenter.

Les entreprises françaises implantées au Sénégal ont été particulièrement visées pendant ces trois jours. Dans ces attaques s'exprimait la haine de la population contre l'impérialisme français et ses dirigeants. Mais, pour bien des participants à ces actions, il s'agissait simplement de procurer à leur famille de quoi se nourrir.

En obligeant Macky Sall à libérer Ousmane Sonko, celles et ceux qui sont descendus dans la rue pendant ces trois jours ont montré qu'ils pouvaient faire reculer le pouvoir. Ils peuvent trouver la force d'imposer leurs revendications.

## La population victime de l'État, des banques et des spéculateurs



Les journées de protestation se succèdent au Liban, marquées notamment par des barrages de routes, alors que le pays continue de s'enfoncer dans la crise, avec des conséquences dramatiques pour la population.

La livre a subi début mars une nouvelle dévaluation, franchissant le seuil symbolique de 10 000 livres libanaises (LL) pour un dollar. Cela aggrave la pauvreté, qui s'amplifie

depuis plus d'un an. Les salaires payés en livres libanaises ont vu fondre leur valeur réelle. Le salaire minimum équivaut désormais à 70 dollars mensuels, contre 450 avant la crise. Les travailleurs immigrés ne peuvent plus transférer leur salaire pour nourrir leurs familles restées dans leurs pays d'origine, comme l'Éthiopie et le Bangladesh. La plupart ont d'ailleurs perdu leur emploi et ont été contraints à quitter le Liban.

Le prix du pain a augmenté de 50 %, les autorités prétextant l'augmentation du prix des farines sur le marché mondial. Devant la pénurie, des scènes de cohue et de bagarres dans les supermarchés pour se procurer des produits subventionnés ont été vues ces derniers jours.

En janvier, des protestations ont

éclaté à Tripoli, la ville la plus pauvre du pays. Les manifestants ont fait le tour des maisons des responsables de la ville, dont le milliardaire et ex-Premier ministre Mikati. L'armée a été déployée pour les protéger et a tiré, faisant un mort et plus de 300 blessés parmi les manifestants.

La situation politique reste bloquée six mois après la démission du gouvernement suite à l'explosion meurtrière du port de Beyrouth, elle-même conséquence de la négligence des autorités. Rien n'a changé dans les pratiques des dirigeants politiques, dont les différents clans continuent leurs tractations pour se partager les sièges du futur gouvernement, comme cela a toujours été.

Les protestations continuent donc sous forme de coupures de route contre cette situation qui voit la majorité de la population s'enfoncer dans la misère. Ce n'est pas seulement une classe politique corrompue qu'il faut abattre, c'est toute une bourgeoisie capitaliste de spéculateurs, de banquiers, de profiteurs.

# MAYOTTE

## Des flics et des bulldozers contre les habitants des bidonvilles

Sous prétexte de lutte contre les constructions illégales et contre les clandestins, venus essentiellement des autres îles comoriennes, le préfet de Mayotte a décidé du décasage de centaines d'habitations précaires dans le bidonville de la Jamaïque situé sur les hauteurs de la commune de Koungou.

Il n'aura pas fallu de plus d'une journée pour que les habitants de ce quartier privés de tout abri reconstruisent leurs logements faits de tôles dans un quartier voisin.

La France a mis la main sur Mayotte depuis 1841, sur les Comores de 1892 à 1975. Elle n'a rien fait pendant toute cette période pour

sortir ces territoires du sous-développement économique. Elle n'a pas investi dans les infrastructures publiques. La France a donc une responsabilité écrasante dans l'état de délabrement économique, l'instabilité politique qui a prévalu jusqu'à aujourd'hui dans l'archipel des Comores.

En appuyant la volonté des Mahorais de se séparer des Comores, la France ne pouvait pas ignorer qu'elle créerait ainsi un « appel d'air » vers Mayotte pour les Comoriens souhaitant fuir la misère.

Ce n'est donc pas en faisant la chasse aux plus pauvres et aux immigrés que le gouvernement français ré-

glera le problème. La politique du gros bâton n'a jamais dissuadé les pauvres de tenter de sortir de leur misère. Seul un autre ordre social sur terre, une société solidaire, dirigée par les travailleurs, pourrait venir à bout de ces difficultés en permettant à tous de vivre décemment.

Mais pour cela, il faudra que les travailleurs de la zone océan Indien comme du monde entier se débarrassent des frontières et de la domination des capitalistes et de leurs États qui les empêchent d'unir leurs efforts pour créer un monde meilleur et fraternel.

## Selon que vous soyez pauvre ou puissant...

À Madagascar, l'épidémie de Coronavirus se répand aussi dans la population. Des centaines de nouveaux cas ont été recensés ces derniers jours. Elle n'épargne pas même les hauts responsables de l'État. Et pas des moindres puisqu'il s'agit du ministre de la Défense nationale, le général Léon Rakotonirina, et du président de la région Analamanga, Henry Rasoamaramaka.

Le premier a été évacué vers La Réunion et le second vers la France métropolitaine.

Ministres et autres gouverneurs malgaches peuvent donc bénéficier d'évacuations sanitaires vers les territoires de l'ex-puissance coloniale quand les pauvres malgaches n'ont droit qu'au breuvage bidon anti-Covid "Covid Organics" produit dans les usines appartenant au chef de l'Etat, Raojelina !

Aux ministres, aux patrons mal-

gaches, les soins pointus des CHU français, aux pauvres malgaches les hôpitaux lépreux surpeuplés et dépourvus de médicaments !

Notons qu'à l'occasion de ces "évasans" particulières, le chef de l'État malgache et ses ministres ont mis en sourdine leur discours nationaliste aux relents anti-français. Ces envolées pseudo vindicatives habituellement servies en pâture par une caste privilégiée cherchant à masquer son écrasante incurie et en détourner l'opinion publique !

Notons aussi que le gouvernement français si prompt à faire la chasse aux clandestins et aux immigrés pauvres ne lésine pas sur les moyens à mettre à disposition des potentats des pays sous-développés.

En tout cas, si ces messieurs ne parviennent même pas à se faire soigner dans leur propre pays, c'est qu'ils ont tellement vidé les caisses de l'État qu'il ne reste même plus un

ariary pour construire et équiper Madagascar en centres de soins dignes de ce nom.

Alors, plus que du Coronavirus, Madagascar est victime des prédateurs qui dirigent le pays, qu'ils soient à la tête de l'État ou capitalistes des entreprises, malgaches ou étrangères. Et c'est ce régime inhumain que les classes pauvres malgaches devront mettre à bas si elles veulent un jour pouvoir accéder à une vie meilleure et aux soins auxquels tout être humain devrait pouvoir prétendre aujourd'hui partout sur la terre.



### ABONNEMENT

**12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €**

**Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois**

**NOM:**

.....

**Prénom :**

.....

**Adresse:**

.....

.....

**Ci-joint par chèque la somme de .....euros**

Pour nous contacter :

*Lutte ouvrière*

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail :

contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



**Lutte ouvrière**

*des idées pour comprendre le monde*

Visiter le site

<https://www.lutte-ouvriere.org/comprendrelemonde/>